



DECLARATION LIMINAIRE
DU
CTL DU 14 JUIN 2018

Le CTL se réunit aujourd'hui pour donner un avis sur la mise en place du CSRH et le déploiement de SIRHIUS ainsi que les projets de restructuration du réseau pour 2019.

A maintes reprises, vous vous êtes félicité de l'implantation de ce nouveau service dans notre département insistant sur l'arrivée de nouvelles missions et de nouveaux agents.

Nous ne sommes pas dupes et les agents non plus. Nous sommes loin d'être dans une logique de création d'emplois, mais il s'agit bien d'un transfert d'emplois et de missions des départements couverts par le CSRH.

Pour nous, l'avenir des services de direction est très préoccupant car il est clair, que la proximité, en matière de gestion administrative, en pâtira fortement.

Après les mutuelles, les services sociaux, ou l'assistance informatique, la supra-départementalisation continue ses ravages sur un sujet qui touche aux préoccupations quotidiennes des agents.

Pour toutes ces raisons nous voterons contre ce projet.

S'agissant des projets de restructuration pour 2019, Vous franchissez un nouveau cap dans le démantèlement de notre administration en matière de désengagement de nos services dans les territoires, en milieu rural comme en milieu urbain.

Nous réitérons notre revendication d'un service public de proximité avec les agents nécessaires à l'accomplissement des missions pour tendre à un service public moderne qui ne peut se résumer au tout internet.

Pour nous, les trésoreries ont toute leur utilité. Les Finances Publiques doivent permettre à la population d'accéder facilement à leurs services mais également rester proches des élus locaux pour une meilleure gestion financière et budgétaire des collectivités, hôpitaux et établissements publics.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, la CGT se bat sur tout le territoire pour défendre un réseau de proximité aux finances publiques, seule garantie d'une gestion saine et contrôlée de l'argent public. Nous voterons contre votre projet de restructuration.

Vous ne devez pas minimiser l'impact tant sur le plan professionnel que personnel des restructurations sur les collègues concernés par les réformes.

Par expérience, nous savons que vous avez tendance à avancer vos projets sans réelle association des collègues concernés.

Je rappellerai simplement l'état d'impréparation du dossier de la réforme du cadastre : A trois mois de la date de mise en place, les collègues ne savent même pas encore dans quelles conditions ils vont travailler. Cela nous laisse envisager le pire pour ces collègues dans les mois qui viennent. Notamment pour les collègues qui intégreront la cellule foncière au mois de septembre auront à gérer leur installation dans le nouveau service et la sortie des rôles de taxe foncière, très grande période d'affluence.

Nous craignons que le même scénario ne se reproduise .

Nos échanges avec les agents concernés traduisent une grande inquiétude ; Tout d'abord ils sont opposés à la fermeture de leurs trésorerie. Ils sont déboussolés par manque d'information.

Hormis, au moment de l'annonce du projet de fermeture, on ne s'est pas beaucoup préoccupé de leur sort. Ils doivent être informés rapidement sur leur situation à venir. Tous les agents ont droit à de la visibilité par rapport à leur projet de vie (construction, déménagement, scolarité des enfants ...). Ils ont droit à des réponses.

Vous ne devez pas, non plus, minimiser l'impact des restructurations sur les services qui accueilleront les missions et les agents des trésoreries supprimées. Elles engendrent une réorganisation du service au niveau des charges de travail, des effectifs réellement transférés et des espaces de travail. Dans ces services également l'inquiétude est très forte.